

Des ONG dénoncent les mesures du "paquet énergie climat" de l'Union européenne

vendredi 12 décembre 2008

Communiqué de presse - Poznan, le 12 décembre 2008

Honte aux dirigeants européens !

Appel au Parlement européen à rejeter les pires éléments du compromis de Bruxelles sur le paquet énergie-climat

Le Réseau Action Climat, Greenpeace, WWF et les Amis de la Terre dénoncent le compromis négocié aujourd'hui par les chefs d'Etat européens sur le paquet énergie-climat.

Les ONG environnementales considèrent que l'accord sur la réduction des émissions dans les secteurs non industriels (habitat, transport, agriculture...) est en totale contradiction avec l'objectif de long terme de l'Europe de limiter le réchauffement global bien en deçà de 2°C :

- les Chefs d'Etat sont restés très ambigus sur l'objectif de 30% de réduction des émissions européennes pour 2020. Objectif pourtant annoncé en grande pompe l'année dernière.
- l'accord négocié aujourd'hui prévoit que plus de deux tiers des réductions pourront se faire hors du territoire européen, par de la compensation carbone.
- les leaders européens ont également refusé d'introduire un système de sanctions efficace (notamment des amendes), lacune fondamentale, qui n'incite pas les gouvernement à respecter leurs engagements.

Les ONG appellent donc les parlementaires européens à ne pas voter un tel accord, et à l'amender lors de leur vote du 17 décembre.

S'agissant du marché des permis de polluer, l'immense majorité des industriels européens ne se verront pas appliquer le principe du pollueur-payeur. Ils continueront à recevoir gratuitement des droits à polluer. Cette décision a été prise sans preuve sérieuse que l'achat de ces droits réduirait la compétitivité internationale de l'industrie européenne. Dans les pays de l'Est, et « grâce » notamment à la Pologne, les compagnies électriques continueront également à recevoir 70% de leurs quotas gratuitement en 2013. Et ce malgré les profits extraordinaires qu'elles pourront réaliser en passant le coût des permis dans leurs prix, alors qu'elles ont reçu gratuitement ces derniers. Au final, les consommateurs paieront pendant que les producteurs d'électricité s'en mettront plein les poches !

Les ONG insistent sur le fait que la mise aux enchères doit devenir la norme pour l'ensemble des industriels couverts par le marché de droits à polluer quand le système sera révisé après la conférence de Copenhague, en 2010. Le revenu des enchères devra aller à la lutte contre le réchauffement climatique et ses impacts, dans les pays en développement et en Europe.

Enfin, l'Europe a lamentablement échoué à s'engager de manière contraignante sur le soutien des pays en développement pour qu'ils s'adaptent aux impacts inévitables des changements climatiques et réduisent leurs émissions. Ce refus de soutenir les pays en développement envoie un signal bien négatif à la Conférence internationale sur le climat qui bat son plein à Poznan en Pologne. Les ONG demandent aux dirigeants européens de relancer les discussions sur le soutien financier des pays en développement et de proposer, dès mars 2009, un mécanisme contraignant à la hauteur des besoins. Pour faire avancer les négociations internationales, il est urgent que l'Europe affiche clairement sa volonté de supporter une part équitable du coût de la lutte contre le changement climatique.

Selon le RAC-F, Greenpeace, WWF et les Amis de la Terre « c'est une journée noire pour l'Europe. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont tourné le dos à leur responsabilité de protéger le climat. Angela Merkel, Silvio Berlusconi, Donald Tusk devraient avoir honte. La Présidence française de l'Union

européenne quant à elle a laissé l'Europe s'engluer dans les intérêts de court terme des Etats membres et des industries les plus polluantes, aux dépens de la volonté des citoyens européens et du sort de millions de personnes à travers le monde. »

Copyright © Site de l'Association Adéquations - <http://www.adequations.org/spip.php?article854>